

Communauté de communes " les Coteaux Bordelais"
Parc d'activités
8 rue Newton
33370 TRESSES

Création d'un pôle éducatif, domaine de la Séguinie à TRESSES



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Règlement de consultation (RC)

Date et heure limites de réception des offres : 12 septembre 2025 à 16h

SOMMAIRE

<u>CHAPITRE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. INTERVENANTS	3
1.3. ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	5
1.4. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	6
1.5. DECOMPOSITION DU MARCHÉ EN TRANCHES	6
1.6. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	6
1.7. PRESTATIONS SIMILAIRES	7
<u>CHAPITRE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>7</u>
2.1. DURÉE DU MARCHÉ - DÉLAIS D'EXECUTION	7
2.2. VARIANTES FACULTATIVES OU OBLIGATOIRES	7
2.3. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	7
2.4. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXECUTION	7
<u>CHAPITRE 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>8</u>
3.1. LISTE DES PIÈCES DU DOSSIER FOURNI	8
3.2. MISE À DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
<u>CHAPITRE 4 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	<u>8</u>
4.1. DOSSIER DE CANDIDATURE :	8
4.2. DOSSIER D'OFFRE	9
<u>CHAPITRE 5 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET CLASSEMENT DES OFFRES</u>	<u>9</u>
5.1. SÉLECTION DES CANDIDATURES :	9
5.2. CLASSEMENT DES OFFRES :	10
<u>CHAPITRE 6 - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS</u>	<u>12</u>
<u>CHAPITRE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</u>	<u>13</u>
7.1. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	13
7.2. DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES	13
7.3. VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	13

CHAPITRE 1 - Objet et étendue de la consultation

1.1. Objet de la consultation

Les stipulations du présent Règlement de la Consultation (R.C.) concernent un marché de Travaux dans le cadre de la Construction d'un groupe scolaire, d'un ALSH, d'un pôle parentalité - RPE et d'une Ludothèque sur le domaine de la Séguinie à TRESSES

La durée prévisionnelle de chantier est de 21 mois y compris intempéries prévisionnelles, période de préparation, de congés, OPR et réception. Cette durée prévisionnelle sera ajustée en fonction du planning d'exécution réalisé par l'OPC.


Le projet consiste en la restructuration et construction de 2391m² S.D.O. et déconstruction d'environ 1330m².

Lieux d'exécution des prestations : Tresses


1.2. Intervenants

1.2.1. Pouvoir adjudicateur et Maîtrise d'ouvrage

Le pouvoir adjudicateur et Maître d'ouvrage, est :


Maîtrise d'Ouvrage		
	Communauté de communes les Coteaux Bordelais 8 rue Newton Parc d'activités 33370 TRESSES Tel : 05 49 94 03 77	Christian SOUBIE, Maire de TRESSES et Président de la Communauté de Commune







Elle est assistée pour cette opération par :

	AMO : ACOPA Rue Robert Caumont, Immeuble P CS 52142 33071 Bordeaux cedex	Stève Rousseau – Directeur de projet steve.rousseau@acoba.eu Angélica MARQUES – Cheffe de Projet angelica.marques@acoba.eu Tél : 07 62 25 03 81 Lætitia FRAPPIER - Cheffe de Projet laetitia.frappier@acoba.eu Tél : 06 36 22 49 52
---	---	---

1.2.2. Maîtrise d'œuvre


La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Ferron & Monnereau architecture	Architecte : SARL Agence Ferron & Monnereau 18 Place des Quinconces 33000 BORDEAUX Tel : 05 49 73 02 56	Éric MONNEREAU - Tél : 06 80 44 71 31 e.monnereau@ferron-monnereau.com Sylviane FERRON – Tél : 06 09 84 52 73 s.ferron@ferron-monnereau.com Laurie-Jade GUERIN - Assistante de projet - Tél : 06 98 68 32 63 lj.guerin@ferron-monnereau.com
	Architecte associé : SARL MCVD architectes 84 Cr Georges Clemenceau 33000 Bordeaux Tél. : 05 56 51 34 55	DUCLOS Vital vital.duclos@mcvd.fr Tél : 06 18 01 87 38 Maurizio CUTURI maurizio.cuturi@mcvd.fr
	Architecte du patrimoine : Carole DUPUIS-LE MARECHAL 176 rue Fondaudège 33000 Bordeaux Tél: : 05 56 81 69 60	Carole DUPUIS-LE MARECHAL - Tél : 06 62 13 10 81 archi.lemarechal@9business.fr

	BET Fluides, Thermique et Environnement, SSL, Accompagnateur BDNA : SCOP ECOZIMUT 5 rue Saint Pantaléon 31000 Toulouse Tél : 05 82 95 20 90	Jérémie ALQUIER Ingénieur chargé d'affaires – Tél : 06 22 90 74 92 jeremie.alquier@ecozimut.com Elian LATOUR Ingénieur responsable développement Tél : 06 73 81 26 54 elian@ecozimut.com Sandrine BUTRON - Référente démarche circulaire et réemploi Tél : 06 12 92 56 74 sandrine.butron@ecozimut.com Loïc CAPITAIN - Responsable Pôle fluides Tél : 06 29 96 79 56 loic.capitaine@ecozimut.com Florian ZAOUIR - Ingénieur chargé d'affaires - BDNA Tél : 06 21 79 82 94 florian.zaour@ecozimut.com
	BET Structure : TERREL 35/37, rue Lancefoc 31000 Toulouse Tél : 05 61 22 05 00	Lucas GRIMAL - Chargé projet l.grimal@terrellgroup.net Tél : 06 21 70 70 03
	BET VRD : FRED BONNET 7 Boulevard Antoine Gautier 33000 Bordeaux Tél : 06 79 28 11 99	Fred BONNET - Tél : 07 50 97 55 99 fredbonnet@fb-vrd.fr Thibault FERRY - Tél : 07 86 02 08 35 thibaultferry@fb-vrd.fr
	Paysagiste : Atelier Agnès Brugeron Usages & Paysages 4 rue Leyronneire 33100 Bordeaux	Agnès BRUGERON agnesbrugeron.paysagiste@gmail.com Tél : 06 12 58 32 97
	Cuisiniste : Cuisinorme SAS CRITAIR 21 rue Chanzy 33110 LE BOUSCAT Tél : 05 56 50 27 64	Grégory BASQUE - Tél : 06 11 05 34 52 contact@cuisinorme.com Benoit ANCELIN - Tél : 06 35 30 77 43 benoit.ancelin@cuisinorme.com
	Acousticien : EMACOUSTIC 6 bis rue Claude Taffanel 33800 Bordeaux	Emmanuel MERIDA e.merida@emacoustic.fr Tél : 05 56 85 96 89 - 06 85 54 51 08 contact@emacoustic.fr
	OPC : ARTECH 2 Cours de Tournon 33000 BORDEAUX Tél : 05 56 90 01 72	Nicolas CERBELLAUD Tél : 05 56 90 01 72 - 06 37 71 61 49 agences@sarlartech.com Camille CARTERON

1.2.3. Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier, est assurée par :

	OPC : ARTECH 2 Cours de Tournon 33000 BORDEAUX Tél : 05 56 90 01 72	Nicolas CERBELLAUD agences@sarlartech.com Tél : 05 56 90 01 72 - 06 37 71 61 49 Camille CARTERON
---	---	---

1.2.4. Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique effectué par :

	Contrôle Technique : BTP CONSULTANT 1 Avenue de Canteranne 33608 PESSAC Cedex Tél : 05 56 00 86 01	Vincent GEORGES - Responsable de Groupe Tél : 07 84 58 52 31 vincent.georges@btp-consultants.fr
---	--	---

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :


Code	Mission
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
LE	Solidité des ouvrages existants, rénovés et transformés et des éléments d'équipements indissociables
SEI	Sécurité des personnes dans les constructions type ERP
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
PV	Réception, récolement, examen des PV des essais effectués sur les installations
Th	Isolation thermique et économies d'énergie y compris validation du bilan énergétique (décret n° 2007-363 du 19/03/2007).
Pha	Isolation acoustique dans les constructions autres bâtiments
P1	Mission relative à la solidité des éléments d'équipement dissociables
PS et PSE	Contrôle en rapport à la zone sismique dans le neuf et les existants
F	Fonctionnement des installations de tous les lots techniques sont concernés (ascenseurs, traitement d'air, production d'énergie, de chaleur et de froid, SSL, ...)
ENV	Protection de l'environnement : application réglementation
VIE	Vérification initiale des installations électriques
CONSUEL	Vérifications des installations électriques et photovoltaïques
Attestations	Att-Hand : Attestation finale d'accessibilité personnes handicapés loi du 11/02/2005, décret n° 2006-555 du 17/05/2006) Att-PS : Attestation parasismique Att-Th : Attestation de prise en compte de la réglementation thermique

1.2.5. Coordination des systèmes de sécurité incendie

La Coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par la Maîtrise d'œuvre.

1.2.6. Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

La coordination SPS est assurée par :

 BECS	CSPS : BECS SAS 3 rue du golf parc innolin CS 60073 33701 MERIGNAC CEDEX	Xavier ANCELLE HANCEN - Chef d'Agence Région Sud-Ouest Tél : 06 98 05 04 52 xavier.ancellehansen@becs.fr sudouest@becs.fr
--	--	--

1.3. Étendue de la consultation

La présente consultation est passée selon un Appel d'offres Ouvert **conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 Code de la commande publique (CCP)**.

1.4. Décomposition de la consultation

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Les travaux sont répartis en 22 lots, désignés ci-dessous :

N° de lot	Intitulé
1	Curage - désamiantage - démolition - Réemploi
2	Gros Œuvre - Fondations - Bâtiments Neufs
3	Gros Œuvre - Charpente bois - Château
4	Ravalement
5	Charpente bois / MOB / Façades / Protections solaires fixe 45° - Bâtiments neufs
6	Couvertures acier à joint debout + Toiture terrasse étanchéité + végétalisation + Zinguerie - Bâtiments neufs
7	Couverture ardoises et zinguerie du château
8	Menuiseries extérieures Bois + protection solaire mobile - Bâtiment neuf
9	Menuiseries extérieures Bois + protection solaire mobile - Château
10	Menuiseries bois + Agencement
11	Serrurerie
12	Plâtrerie - Faux-Plafonds
13	Revêtements de sols et faïence
14	Peinture - Signalétique
15	Ascenseurs
16	Chauffage + Plomberie + Sanitaires + Ventilation + Rafraichissement
17	Géothermie
18	Electricité CFO CFA
19	Occultations intérieures - Rideaux
20	Equipements de cuisine
21	VRD
22	Espaces verts et Mobiliers

1.5. Décomposition du marché en tranches

Sans objet

1.6. Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 EUROS TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

En cas de groupement, la forme souhaitée par L'Acheteur Public est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'Acheteur Public tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.7. Prestations similaires

Conformément à l'Article **R2122-7 du Code de la Commande publique (CCP)**, le présent marché pourra faire l'objet d'un marché similaire dans le cadre du présent projet.

CHAPITRE 2 - Conditions de la consultation

2.1. Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés par le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux joint au dossier et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

2.2. Variantes facultatives ou obligatoires

2.2.1. Variantes facultatives

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter des offres variantes libres.

2.2.2. Variantes obligatoires – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Chaque candidat devra obligatoirement faire une proposition pour les prestations supplémentaires éventuelles |variantes obligatoires décrites au CCTP selon les articles R.2151-8 à R.2151-11 du code de la commande publique, sous peine de voir son offre rejetée.

N° PSE	Descriptif des prestations	N° de lot	Prix forfaitaire (DPGF)	Prix unitaire (BPU)
N°1	Châssis vitrés dans les circulations	10	X	
N°2	Terrasse caillebotis bois, patio école	22	X	
N°3	Faux plafond organic sous préaux maternelle et élémentaire	12	X	
N°4	Equipements de cuisine : four supplémentaire et armoire froide mobile)	20	X	
N°5	Dépose de réseaux enterrés en amiante-ciment.	1		X

2.3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à la procédure, les candidats ne peuvent prétendre à aucune indemnité.

2.4. Conditions particulières d'exécution

- Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R. 2113-7 du Code de la Commande Publique (CCP).
- Clauses sociales d'insertion :

Le pouvoir adjudicateur souhaite participer à l'effort national afin de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutter contre le chômage, en application des dispositions des articles L.2112-2 et L.2112-4 du Code de la commande publique.

Dans ce cadre, une clause sociale d'insertion est incluse dans le cahier des charges de ce marché public, en tant que condition d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

L'entreprise qui se verra attribuer le marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

L'entreprise titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

CHAPITRE 3 - Contenu du dossier de consultation

3.1. Liste des pièces du dossier fourni

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes :
 - Les Bordereaux de Prix Unitaires (B.P.U).
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).
- Le certificat de visite
- Le cadre du mémoire technique
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) dont prescriptions communes (C.C.T.P lot n°00) et ses documents annexés.
- Les plans rattachés au CCTP
- L'ensemble des plans, pièces graphiques, carnet de détails...
- Les Détails Quantitatifs et Estimatifs (DQE).
- Le Rapport Initial du Contrôleur Technique (R.I.C.T.).
- Le plan général de coordination sécurité et le règlement du C.I.S.S.C.T.
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux
- Etudes de sol G2.
- La charte chantier propre + trame SOGED
- La charte de réemploi et ses documents annexés

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seule foi.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au DCE. Les modifications seront publiées sur le profil d'acheteur. Les candidats s'étant identifiés, pour télécharger le DCE, en seront informés via la messagerie du profil d'acheteur. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la réception des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

3.2. Mise à disposition du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est mis gratuitement à la disposition des entreprises sur la plateforme de téléchargement : <https://demat-ampa.fr>

CHAPITRE 4 - Présentation des candidatures et des offres

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant le dossier de candidature et le dossier d'offre détaillés ci-dessous.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet, comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

4.1. Dossier de candidature :

N° de la pièce	Désignation
C-01	Lettre de candidature, établie sur l'imprimé DC1 *
C-02	Déclaration du candidat DC2* ,
C-03	Liste des travaux similaires à l'objet de l'opération exécutés au cours des cinq dernières années.
C-04	Assurances RC professionnelle et Responsabilité Décennale
C-05	Si l'entreprise envisage de sous-traiter une partie de sa prestation, elle devra joindre aussi la déclaration du candidat (DC4*) - dûment remplie et signée par le sous-traitant (ou chacun des sous-traitants) ainsi que les attestations et pièces n°1 et 2.

*modèle téléchargeable sur à l'adresse suivante <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

4.2. Dossier d'offre

Chaque proposition sera établie par :

N° de la pièce	Désignation
O-01	L'acte d'engagement (A.E.), le cadre de décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat), le Bordereau des prix Unitaires et le Détail Quantitatif Estimatif selon les lots.
O-02	Un mémoire technique (10 pages maximum) qui devra comprendre les chapitres suivants, selon le modèle fourni : <ul style="list-style-type: none"> ■ Conformité au CCTP - fiches produits / matériaux ■ Méthodologie proposée par l'entreprise : <ul style="list-style-type: none"> - pour la réalisation des travaux - des moyens mis en œuvre pour respecter les prescriptions du CCTP de la Charte Chantier Propre. ■ Moyens humains et matériels ■ Délai d'exécution
O-03	Attestation de visite sur site obligatoire pour les lots concernés selon modèle fourni*
O-04	Une attestation certifiant l'acceptation sans modification du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
O-05	Un mémoire technique REEMPLOI, (5 pages maximum), selon le modèle fourni.

***L'entreprise fera signer au maître de l'Ouvrage l'attestation de visite à joindre avec son offre.**

L'absence du certificat de visite pour les lots dont la visite est obligatoire (lots listés au § 7.3) rend l'offre irrégulière.

Les lots non concernés par la visite obligatoire pourront réaliser la visite s'ils le souhaitent dans les mêmes conditions décrites au § 7.3, dans tous les cas ils bénéficieront de la note maximale sur le critère visite de site.

CHAPITRE 5 - Sélection des candidatures et classement des offres

5.1. Sélection des candidatures :

N° de critère	Libellé
1	Conformité du dossier de candidature, cf art 4.1
2	Garanties et capacités techniques et financières <ul style="list-style-type: none"> • Chiffre d'affaires (attestation déclarative faisant foi) • Effectifs (attestation déclarative faisant foi) • Matériels (attestation déclarative faisant foi)

3	Capacités professionnelles, déterminées au regard des Références et compétences similaires au projet (montant, surfaces, technicité) ;
----------	---

5.2. Classement des offres :

Les critères intervenant pour le classement des offres sont affectés d'une note détaillée de la manière suivante :

N° de critère	Libellé	Note maxi
1	Valeur technique	50
2	Coût	40
3 *	Réemploi (uniquement lots concernés)	10

*Les 11 lots concernés par le Réemploi seront donc notés sur 100 points et les lots non concernés bénéficieront automatiquement de la note maximale sur le critère Réemploi (10 points).

N° de lot	Lots concernés par le Réemploi
1	Curage - désamiantage - démolition - Réemploi
2	Gros Œuvre - Fondations - Bâtiments Neufs
6	Couvertures acier à joint debout + Toiture terrasse étanchéité + végétalisation + Zinguerie - Bâtiments neufs
10	Menuiseries bois + Agencement
12	Plâtrerie - Faux-Plafonds
13	Revêtements de sols et faïence
15	Ascenseurs
16	Chauffage + Plomberie + Sanitaires + Ventilation + Rafraichissement
18	Electricité CFO CFA
20	Equipements de cuisine
22	Espaces verts et Mobiliers

Détails relatifs à l'appréciation des critères :

Nota : La notation de la valeur technique se fera depuis l'analyse du mémoire technique qui doit respecter l'ordonnement imposé dans le cadre de réponse. Dans le cas contraire l'offre sera classée irrégulière. A défaut de fournir ce cadre dument complété, 2,5 points seront retirés sur la note globale du candidat

Critère	Notation avant pondération & Appréciation		
Valeur technique / 50 points	Sur 15 points : Conformité au CCTP - fiches produits <ul style="list-style-type: none"> ■ Conformité au CCTP - Fiches produits / matériaux : 15 pts 	100% 75% 50% 25% 0%	Offre et fiches totalement conformes Offre et fiches partiellement conformes Offre et fiches présentant de quelques non conformités Offre et fiches présentant de nombreuses non conformités Offre et fiches globalement non conformes ou aucune production
	Sur 10 points : Méthodologie L'entreprise indiquera les contraintes et difficultés techniques propres à ce chantier. La méthodologie de chantier envisagée pour assurer l'exécution des travaux, le respect des délais, les moyens mis en œuvre pour respecter les prescriptions de la Charte Chantier Propre et les particularités du site (SOGED).	100% 75% 50% 25% 0%	Méthodologie complète et adaptée à l'opération Méthodologie globalement satisfaisant mais standard Méthodologie avec quelques observations jugées mineures Méthodologie avec des observations majeures Absence de méthodologie et / ou inadaptée
	Sur 10 points : Moyens humains et matériels <ul style="list-style-type: none"> ■ Personnel dédié au chantier (nombre et qualification, y compris encadrement) : 5 pts ■ Liste du matériel et outillages que le candidat envisage d'utiliser pour la réalisation des travaux : 5 pts 	100% 50% 0%	Personnel / matériel envisagé parfaitement adapté à l'opération Personnel / matériel envisagé globalement adapté à l'opération Personnel / matériel envisagé inadapté à l'opération
	Sur 5 points : Délais d'exécution <ul style="list-style-type: none"> ■ Acceptation planning, précision des durées et enchainements de tâches 	100% 50% 0%	Acceptation du planning DCE et précision des durées de tâches Observation(s) sur le planning DCE et tâches Refus ou aucune indication sur planning et durée de tâches
	Sur 5 points : <ul style="list-style-type: none"> ■ respect du cadre du mémoire technique : 2,5 pts ■ respect de la DPGF et du BPU : 2,5 pts 	100% 0% 100% 0%	Respect du cadre de réponse Non Respect du cadre de réponse Respect du cadre de réponse Non Respect du cadre de réponse
	Sur 5 points : attestation de visite	100% 0%	Attestation visite fournie Absence d'attestation de visite
Prix des prestations* / 40 points	Sur 40 points : <ul style="list-style-type: none"> ■ L'offre la moins disante obtient les 40 points maximum ■ Les autres offres sont notées selon la formule : Note obtenue = 40 x (Prix offre moins disante / Prix de l'offre) 		

REEMPLOI Lots concernés / 10 points	Sur 10 points : Méthodologie REEMPLOI et moyens humains dédiés : L'entreprise présentera une note motivée montrant l'intérêt pour la démarche de réemploi du projet et justifiera d'une ou plusieurs expériences similaires et récentes ; de la participation à des formations spécifiques, des ateliers ou des projets de recherche sur le sujet du réemploi. L'entreprise du lot 01 devra détailler, en plus, sa méthodologie de dépose sélective selon les éléments ciblés pour réemploi ; moyens mis en œuvre pour mener à bien le réemploi in situ et ex situ (recherche d'exutoires, partenariats avec acteurs locaux, traçabilité...).	100%	Méthodologie complète et adaptée à l'opération et Personnel envisagé parfaitement adapté à l'opération
		75%	Méthodologie globalement satisfaisant mais standard et Personnel envisagé globalement adapté à l'opération
		50%	Méthodologie avec quelques observations jugées mineures et Personnel envisagé globalement adapté à l'opération
		25%	Méthodologie avec des observations majeures et Personnel envisagé inadapté à l'opération ou non désigné
		0%	Absence de méthodologie et / ou inadaptée et Personnel envisagé inadapté à l'opération ou non désigné

* Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il ne sera tenu compte que des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'Acheteur Public classera les offres suivant les critères de classement énoncés ci-dessus.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations **des articles R2143-3 à R.2143-15 du Code de la Commande Publique (CCP)**. Le délai imparti par L'Acheteur Public pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

CHAPITRE 6 - Conditions de remise des plis

Conformément **aux articles R. 2132-7 à R. 2132-711 du Code de la Commande publique (CCP)**, la transmission des documents se fera par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>

La transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier.

Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier, ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Les opérateurs économiques doivent signer électroniquement les pièces de leur dépôt en présentant un certificat de signature électronique. Ce certificat doit être délivré par une autorité de certification accréditée et permettre de faire le lien entre une personne physique et le document signé électroniquement. L'entreprise peut utiliser son propre outil de signature.

Suite à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, les certificats RGS ** (niveau minimum) sont acceptés. Attention, seuls les certificats RGS ** (niveau minimum) seront acceptés. Ces certificats devront appartenir soit :

- A la liste tenue à jour par la DGME consultable ici : (recommandé)
<https://www.numerique.gouv.fr/publications/referentiel-general-de-securite/>
<https://clubpsco.fr/presentation-des-membres/>

A la liste européenne tenue à jour par la commission européenne consultable ici :

http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm

Attention : si le certificat n'est pas référencé sur les 2 listes ci-dessus, ou si l'opérateur économique utilise son propre outil de signature, celui-ci doit permettre la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement, en fournissant l'adresse du site Internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement, et l'adresse permettant d'accéder à l'outil de vérification. Ces informations doivent être fournies sur un document séparé sous la désignation « A propos de la signature ».

Les formats de signature acceptés sont XADES, CADES et PADES.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernières minutes » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plate-forme.

Pour chaque document sur lequel une signature est exigée, la signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est soit le représentant légal du candidat, soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes:

- les formats des fichiers envoyés ne pourront être que : .doc / .rtf / .pdf / .xls
- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo.
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"
- faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse,
- tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Attention, un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip, et une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

CHAPITRE 7 - Renseignements complémentaires

7.1. Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, ses questions par l'intermédiaire de la plateforme dématérialisée, conformément **aux articles R.2132-7 à R.2132-11 du Code de la Commande Publique (CCP)** à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>

7.2. Documents complémentaires

Les documents complémentaires au cahier des charges sont communiqués aux concurrents dans les 4 jours qui suivent la réception de leur demande.

7.3. Visites sur sites

Une visite des lieux sera organisée, accompagnée du maître d'ouvrage et en présence de la maîtrise d'oeuvre. Cette visite de site * sera obligatoire pour les lots listés ci-après (critère de jugement) :

N° de lot	Lots concernés par la visite obligatoire
1	Curage - désamiantage - démolition - Réemploi
2	Gros Œuvre - Fondations - Bâtiments Neufs
3	Gros Œuvre - Charpente bois - Château
4	Ravalement
7	Couverture ardoises et zinguerie du château
9	Menuiseries extérieures Bois + protection solaire mobile - Château
10	Menuiseries bois + Agencement
15	Ascenseurs
16	Chauffage + Plomberie + Sanitaires + Ventilation + Rafraîchissement
17	Géothermie
18	Electricité CFO CFA
20	Equipements de cuisine

***L'entreprise fera signer au maître de l'Ouvrage l'attestation de visite à joindre avec son offre.**

L'absence des certificats de visites pour les lots dont la visite est obligatoire rend l'offre irrégulière.

Les lots non concernés par cette visite bénéficieront automatiquement de la note maximale sur le critère visite de site.

- **le mardi 22 juillet 2025 à 11h00**
- **le mardi 29 juillet 2025 à 11h00**
- **le mardi 26 août 2025 à 11h00**

L'adresse pour les visites est la suivante :

Château de la Séguinie
268 Lemy
33370 TRESSES

Les candidats s'inscriront et confirmeront **au plus tard 48H avant la date de visite choisie** leur participation par courriel à : contact@cdc-coteaux-bordelais.fr

Nota :

- Aucun échange questions réponses ne sera effectué durant l'(es) éventuelle(s) visite(s)
- Les demandes de renseignements complémentaires seront obligatoirement formalisées conformément au § 7.1 du présent règlement.